

PREFECTURE DES CÔTES-D'ARMOR

**ARRETE**

**portant autorisation d'une installation classée  
pour la protection de l'environnement**

DIRECTION  
DES COLLECTIVITES LOCALES  
ET DE L'ENVIRONNEMENT

CLB

*Le Préfet des Côtes d'Armor,  
Chevalier de la Légion d'honneur,*

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU le Code de l'Environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 17 juillet 1976 (codifiée au titre I du livre V du Code de l'Environnement) ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 13 juin 1994, modifié le 1<sup>er</sup> juillet 1999, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages avicoles soumis à autorisation sous la rubrique n° 2111 1° de la nomenclature
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 20 juillet 2001, modifié le 1<sup>er</sup> août 2002, établissant le second programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le récépissé de déclaration du 18 décembre 1991, relatif à l'exploitation à COLLINEE au lieu-dit « Saint Thia » d'un élevage avicole de 20000 animaux équivalents ;
- VU la demande présentée le 25 juin 2002 par l'installation classée « **S.C.E.A MENE VOLAILLES** », sise « Saint Thia » en COLLINEE, en vue de la régularisation de la situation administrative (avec transfert de site pour 3000 animaux-équivalents) d'un élevage avicole de 51 000 animaux-équivalents, à COLLINEE au lieu-dit « Saint Thia » (Section ZD n°16) ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations des conseils municipaux de SAINT JACUT DU MENE (7 février 2003) - COLLINEE (17 janvier 2003) - SAINT GILLES DU MENE (29 janvier 2003) - SAINT GOUENO (28 janvier 2003) ;
- VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 30 septembre 2003 ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène le 26 novembre 2003 ;

**CONSIDERANT** qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**CONSIDERANT** que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et qu'en particulier les apports " azotés " ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes ;

**CONSIDERANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de COLLINEE, dont le seuil d'obligation de traitement est de 12500 UN et le plafond d'épandage 75 ha ;

**CONSIDERANT** que l'exploitation produit 8461 UN, dont 4600 UN seront transformées en engrais normalisé puis reprises et commercialisées par AGRONOR, 3361 UN seront mises à la disposition de trois prêteurs et 1100 UN réparties sur 6,52 ha de terres en propre, soit une charge azotée de 168,7 UN/ha ;

**CONSIDERANT** le contrat de reprise du 24 juin 2002 avec la société AGRONOR;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

### **- ARRETE -**

#### **ARTICLE 1<sup>ER</sup> -**

Le pétitionnaire est autorisé, au titre de l'installation classée « S.C.E.A MENE VOLAILLES », à installer et exploiter à « Saint Thia » (section ZD n°16) en COLLINEE, conformément aux plans annexés à la demande, un élevage avicole d'une capacité maximale de 55100 animaux équivalents en présence simultanée, réparti comme suit (*sous réserve que la rotation des productions permette de limiter la production d'azote à 9 890 kg par an*) :

Elevage existant	
<i>Ou</i> 17000 dindes	soit 51000 animaux équivalents
<i>Ou</i> 51000 pintades	soit 51000 animaux équivalents
<i>Ou</i> 51000 poulets de chair	soit 51000 animaux équivalents

installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation, sous réserve du respect de la réglementation en cours, notamment l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2001 visé ci-dessus, et de celles définies dans les articles ci-après.

#### **ARTICLE 2 -**

2.1 l'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1997 modifié ;

2.2 - *Prescriptions générales de sécurité :*

2.2.1 - les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (*c'est-à-dire moyennement inflammables*).

2.2.2 - l'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2.3 - l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (*extincteurs pour feu d'origine électrique*) ; de plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.

2.2.4 - les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.5 - Rendre accessible chacun des bâtiments par une voie de 4 mètres au moins, utilisable en toute circonstance, et pouvant supporter le passage et le stationnement d'un engin de 19 tonnes .

2.2.6- installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m/m conforme à la norme NFS 61213 capable de fournir en permanence un débit de 1 000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m<sup>3</sup> conformément à la circulaire ministérielle n°465 du 10 décembre 1951.

### 2-3 - Prescriptions particulières concernant l'élevage avicole :

2.3.1 - La surface des poulaillers ne devra pas dépasser 2300 m<sup>2</sup>

2.3.2 - Toutes les eaux usées (*sas, etc.*) y compris celles du lavage éventuel du poulailler entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur du poulailler seront collectés et traités. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

### 2.4 - Conditions de stockage au champ :

2.4.1 - Le stockage au champ doit respecter les règles de distance prévues vis à vis des points d'eau et des habitations. Il est exclu sur des parcelles où l'épandage est interdit ainsi que dans les zones inondables y compris par la remontée de la nappe phréatique, pendant les périodes de forte pluviosité et dans les zones d'infiltration préférentielle ( failles, bétoires ).

2.4.2 - Les zones de stockage doivent être proches des parcelles qui recevront le fumier et leurs emplacements modifiés chaque année. Le retour sur le même emplacement ne devant intervenir que dans un délai de trois ans.

2.4.3 - Le volume du dépôt est adapté à la fertilisation raisonnée des parcelles réceptrices.

2.4.4 - La durée de ce stockage ne doit pas dépasser 10 mois.

### 2.5 - Transfert :

2.5.1 - Le pétitionnaire tiendra à jour un registre des enlèvements des déjections (avec les dates, le type de déjections et le tonnage) dans lequel seront joints les justificatifs (originaux des bons d'enlèvement) pour l'année en cours. Il transmettra les originaux des bons d'enlèvement à la fin de chaque année civile au service des installations classées ainsi qu'un bilan annuel justifiant l'utilisation des déjections dans la(les) zone(s) d'épandage retenue(s).

2.5.2 - Dans l'hypothèse où le contrat de reprise ne serait pas respecté ou renouvelé par les contractants, ou de sa rupture, le pétitionnaire devra fournir un autre contrat qui présente les mêmes garanties ou un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation, ou cesser l'exploitation de l'élevage.

2.6. - Le pétitionnaire devra présenter un nouveau plan de gestion des déjections conforme aux exigences du nouveau programme d'action. La mise en place de ce plan devra intervenir au plus tard le 31 décembre 2006.

### 2.7. - Résorption :

Une partie de l'azote produite sur ce site, soit 5 429 unités, fait l'objet d'un plan de résorption par transfert.

### **ARTICLE 3 -**

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire.

Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de *trois ans* ou reste inexploité pendant plus de *deux années* consécutives.

### **ARTICLE 4 -**

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.

### **ARTICLE 5 -**

Le pétitionnaire est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

### **ARTICLE 6 -**

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie de COLLINEE pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de COLLINEE pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'installation classée « S.C.E.A MENE VOLAILLES ».

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'installation classée « S.C.E.A MENE VOLAILLES » dans deux journaux d'annonces légales du département.

### **ARTICLE 7 -**

La décision préfectorale susvisée du 18 décembre 1991 est abrogée et remplacée par le présent arrêté.

### **ARTICLE 8 -**

« Délai et voie de recours (article L.514-6 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée ».

**ARTICLE 9 -**

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

Le Sous-Préfet de DINAN,

Le Maire de COLLINEE,

L'Inspecteur des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée au pétitionnaire *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police*, ainsi qu'aux maires de SAINT JACUT DU MENE, COLLINEE, SAINT GILLES DU MENE, SAINT GOUENO, LE GOURAY, TREBRY pour information.

SAINT-BRIEUC, le 14 JAN. 2004

LE PREFET,

